

P L A N

" " " " "

PREMIERE PARTIE - POURQUOI LE SYNDICALISME ETUDIANT

=====

I - POINT DE VUE SUR L'EVOLUTION DE LA SOCIETE BOURGEOISE DANS LES

DERNIERES DECENNIES

A - Evolution de la planification bourgeoise

- Conclusion

B - Evolution de l'urbanisme

- Conclusion

II - L'UNIVERSITE ACTUELLE

- Conclusion

III - LE MILIEU ETUDIANT

A - Le travail et l'étudiant

nation

rôle

méthodes et conditions de travail

B - L'argent et l'étudiant

- Conclusion

IV - LE SYNDICALISME ETUDIANT EST UNE NECESSITE

A - L'engagement syndical

B - Les niveaux d'intervention

DEUXIEME PARTIE - LES GRANDES LIGNES DE POLITIQUE GENERALE DU MOUVEMENT

=====

- rappel des différentes conclusions

I - PREMIER OBJECTIF - POLITIQUE UNIVERSITAIRE

A - Thèmes de lutte

B - Pratique intersyndicale de base

1°) Relation avec les syndicats du supérieur

2°) Relation avec les autres centrales syndicales

C - Réflexion et action intersyndicales des A.G. et du B.N.

D - Conclusion

II - DEUXIEME OBJECTIF : POLITIQUE GESTION-COGESTION

A - La cogestion

1°) Principe et réalité de la cogestion : ex. du C.N.O.

2°) Obstacles

3°) Attitude de l'U.N.E.F.

B - La gestion

1°) Pourquoi

2°) A quelles conditions

C - Conclusion

III - TROISIEME OBJECTIF - POLITIQUE JEUNESSE

A - Thème de lutte

B - Pratique intermouvement intersyndicale de base

C ~ Réflexion sur la structure V.P. Jeunesse

IV - QUATRIEME OBJECTIF - POLITIQUE INTERNATIONALE

A - Thèmes de lutte

B - Pratique internationale

C - Conclusion

PREMIERE PARTIE

POURQUOI LE SYNDICALISME ETUDIANT

L'U.N.E.F. face à des dimensions mésestimées, méconnues ou nouvelles, à la recherche d'un nouvel équilibre a tenté une réflexion en profondeur du rôle et de la place de l'étudiant dans l'Université et la nation :

- Analyse sociologique et psychologique du milieu étudiant.
- Sondage et appréciation de la prise de conscience des étudiants vis à vis de leurs besoins, de leurs aliénations, de leurs devoirs.
- Rôle de principe et importance de fait du syndicalisme dans le milieu étudiant.
- Rôle, but et principes de l'université.
- Relation économie-université.
- Attitude du pouvoir vis à vis de l'Université et du syndicalisme étudiant.

Voilà des questions que parmi d'autres nous avons voulu élucider et résoudre lorsque notre approche des problèmes réels nous parut assez compétente et objective.

Tous ces problèmes étudiés dans la complexité des contextes économiques, sociaux et politiques dans lesquels nous nous trouvions et dont nous nous gardions bien de les soustraire nous amenèrent très vite à une confrontation idéologique et philosophique des principes sur lesquels reposaient nos analyses divergentes.

Exposés et débats contradictoires sur les notions de travail, de culture, de jeu, aboutirent à reposer le problème du rôle de l'étudiant, et par là même de l'homme dans la société.

Nous entrons de plein pied dans une controverse fondamentale aussi vieille que l'humanité et il était bien certain que, compte tenu des différentes écoles de pensées qui cohabitent au sein de l'U.N.E.F., cette recherche d'une axiomatique commune présidant à la connaissance de la vérité sur l'homme, ne pouvait aboutir qu'à une impasse et de ce fait, empêcher de faire avancer le mouvement.

Comment dans ces conditions poser et résoudre au fond nos problèmes ? Défricher et conclure à partir des interminables controverses à propos des concepts idéologiques sur l'homme pour définir et solutionner les options et tactiques qui se posent au sein de l'U.N.E.F. semble donc utopique et stérile à notre niveau.

En première analyse, il paraît plus fructueux d'aborder l'étudiant en situation, transplanté au sein du groupe étudiant dans une société donnée, appartenant de par sa situation familiale à un groupe d'intérêt, un groupe de pression, une classe sociale déterminée.

Compte tenu de cette approche, une progression analytique s'impose pour situer l'homme à partir du contexte dans lequel il évolue.

Essayons donc de situer les données principales qui conditionnent la vie et l'évolution de l'homme et par là même de l'étudiant à travers :

- l'analyse de la société,
- l'analyse de l'université,
- l'analyse du milieu étudiant.

I - POINT DE VUE SUR L'EVOLUTION DE LA SOCIETE BOURGEOISE DANS LES DERNIERES

DECENNIES

Passant du cadre d'une société capitaliste traditionnelle dans le contexte de la société néo-capitaliste actuelle, je schématiserai au maximum l'analyse pour donner une idée plus caricaturale des faits qui puisse contribuer plus facilement à une prise de conscience de nos problèmes.

Je retiendrai seulement deux critères pour situer l'évolution de la société :

- un critère économique : l'évolution de la planification française,
- un critère social : l'évolution de l'urbanisme.

. Dans le cadre d'une société capitaliste traditionnelle, on pourrait prévoir, selon l'origine sociale de l'homme, deux raisons d'exister :

1°)- s'il appartenait à la classe dominante, il avait toutes chances d'y demeurer et de perpétuer le règne de cette classe. Il avait le droit d'affirmer sa primauté à deux niveaux :

- individu, il bénéficiait d'une "gelée royale" : la culture.
- responsable, il jouait de fait ou de principe un rôle de chef.

2°)- s'il appartenait à la classe opprimée, il avait également toutes chances d'y rester, mis à part quelques très rares cas de promotion sociale, résultat d'un élan de charité bourgeoise. Il était obligé de participer, qu'il nie, accepte ou conteste son rôle. Moteur essentiel de l'équilibre économique en tant que producteur et consommateur, il était astreint à la docilité.

La prise de conscience de classe, l'évolution de l'économie, des techniques, des moyens de communications, les progrès fulgurants de la science, les nouvelles équations diplomatiques de l'équilibre politique mondial, contraignirent la classe dirigeante à se fixer de nouveaux objectifs et surtout de nouveaux moyens de survie.

Dans ce cadre, la société néo-capitaliste française s'affirmait, remettant en cause un certain nombre de principes, voire de «valeurs bourgeoises»

de la société capitaliste traditionnelle.

Pour avoir une idée plus claire de cette évolution, abordons le premier critère choisi.

A - L'EVOLUTION DE LA PLANIFICATION FRANÇAISE

A une économie qui se voulait strictement libérale, succédait en 1945 une tentative de dirigisme économique dans l'élaboration du premier plan français.

. Une optique de production prédomine dans le premier plan qui suit la Libération, ce qui pouvait sembler logique mais ceci grâce à deux impératifs nécessaires à sa réussite :

- le plan Marshal a été le véritable moteur de la relance de l'économie française.
- les intérêts de tous n'ont pas été proportionnellement soumis aux mêmes sacrifices.

. On oriente progressivement les autres plans sur l'optique de consommation et de niveau de vie, le pouvoir essayant d'être à la fois le guide et l'arbitre entre les groupes de pressions et les classes salariées, se gardant bien de remettre en cause les structures économiques et sociales du pays.

. Le pouvoir cherche à assurer l'équilibre global de l'emploi en France et pense tout résoudre ainsi, sans vouloir s'attacher à une recherche de l'équilibre par secteurs d'activités collectives, par niveaux de qualification et par région, ce qui serait en fait la véritable démarche en profondeur, faisant actuellement l'objet d'une attention au rabais.

Formation professionnelle, politique d'action régionale, politique des services de l'emploi ne rentrent que timidement dans les préoccupations de l'Etat.

Des déséquilibres risquent un jour ou l'autre de compromettre la politique d'expansion souhaitée. Les prévisions des commissions d'étude du plan sont remises en causes par le gouvernement : ex : Commission Le Gorgeu.

. Le pouvoir d'achat des salaires réels calculé sur la base du budget type des conventions collectives est en régression.

L'Etat permet une élévation artificielle du niveau de vie grâce : au crédit, au travail noir, aux heures supplémentaires, pour rétablir le déséquilibre apparu entre l'augmentation des taux de production et de productivité d'une part, et la régression du pouvoir d'achat d'autre part.

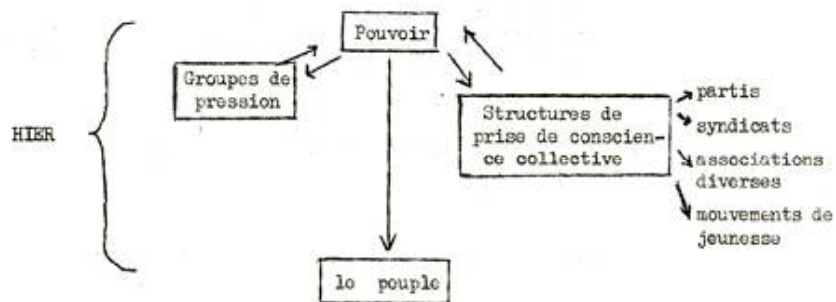
Quelque soit le procès que l'on puisse faire à cette conception de dirigisme économique et aux constatations précédemment exposées, dont une étude très schématique nous permet de soulever quelques contradictions qui conditionnent nos propres problèmes, l'orientation générale de la classe dirigeante nous prouve :

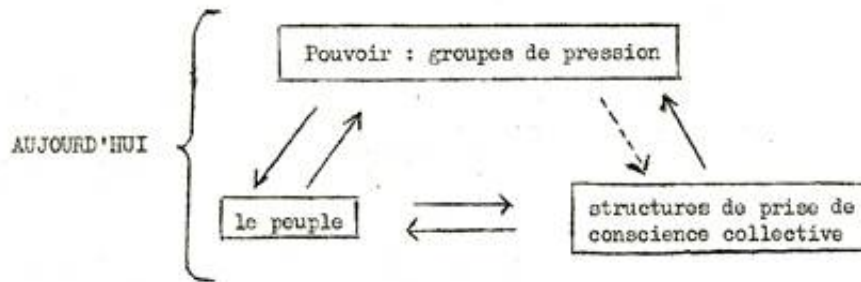
- que les hommes au pouvoir reconnaissent le rôle déterminant de l'infrastructure économique,
- que la diminution du pouvoir d'achat des salaires se traduit par une augmentation ascendante des bénéfices des grandes sociétés capitalistes.
- que le technicien et le technocrate accèdent aux premiers rangs des responsabilités, entraînant de ce fait une dévaluation de certaines forces politiques traditionnelles (professions libérales),
- qu'une idéologie technocratique (reflet de la revue prospective) prend le relai de la classique idéologie capitaliste du libre échange, du respect de la petite propriété ...

Ces révisions ont été accélérées en France par l'arrivée de de Gaulle au pouvoir entraînant dans son sillage une révision des moyens traditionnels de représentation politique.

Désormais, il n'y a plus de représentation différée au niveau des groupes de pression donc de la caste dirigeante. Identifiant ses intérêts à ceux du pays, elle prend elle-même les rênes du pouvoir.

Voyons à l'aide du schéma ci-dessous ce qu'entraîne cette réévaluation de certaines normes économiques dans le contexte de la vie politique :





c'est-à-dire :

- concentration entre les mains d'un seul groupe du pouvoir législatif, exécutif voire de la justice, de l'information,
- lutte contre les structures de prise de conscience collective qui sont un ferment de contestation permanente donc des instruments de désunion pouvant nuire à l'efficacité du pouvoir,
- recherche dans un pseudo-dialogue pouvoir-peuple d'un équilibre superficiel et d'une pseudo-collaboration de classe au plus grand profit de la classe dirigeante,
- triomphe d'une certaine idéologie technocratique qui, dans une optique de profit et de rentabilité tire un bénéfice partisan de l'évolution des techniques de production, de la transformation des méthodes d'échange, de certains circuits de distribution, des structures d'information et de formation.

Si l'on schématise la réponse du milieu social à ces facteurs déterminants de l'évolution néo-capitaliste française, on découvre ce qu'est l'homme et ce qu'il peut devenir :

- homme bougon parfois, de fait acritique, enfermé dans une contradiction neutralité-objectivité où le neutralisme et par conséquent la passivité l'emportent sur l'objectivité,
- consommateur du dernier cri de la publicité,
- producteur sans responsabilité effective.

CONCLUSION :

A l'homme d'une certaine culture, on substitue l'homme d'une certaine technique.

B - EVOLUTION DE L'URBANISME

Envisageant comme second critère d'analyse de la société contemporaine les problèmes généraux de l'urbanisme dans le cadre de la planification urbaine, nous allons compléter notre connaissance de l'homme devant l'évolution de notre civilisation.

"Avant l'ère industrielle et l'avènement de l'automobile, les villes du passé offraient un cadre cohérent traduisant sur le terrain les valeurs institutionnelles et morales, l'éthique, la culture de cette époque.

Reproduisant une certaine conception de la société, lentement transformées en fonction de l'évolution des besoins de leurs habitants, les villes reflétaient une dynamique et une proportion s'adaptant aux normes déduites d'une dialectique contenu-contenant.

La prodigieuse accélération de l'histoire économique et politique, le développement démographique, s'inscrivaient dans les préoccupations des pouvoirs publics au lendemain de la dernière guerre. Il fallait prendre conscience du besoin réel et de la place de l'aménagement dans une cité. Les techniques de mise en forme du cadre de vie, la réalisation architecturale de ce cadre recherchant l'harmonie entre l'individu et ses fonctions, auraient dû placer l'urbanisme au premier plan des préoccupations. Or, que s'est-il passé.

La poussée d'urbanisation, que les pouvoirs publics n'ont pas su planifier puis orienter, s'est exprimée dans l'éclosion des grands ensembles."

Un document publié par l'U.N.E.F. en Avril 1963 (et dont j'extrais les lignes précédentes et suivantes) résume la conjoncture dans laquelle s'est opéré l'avènement des grands ensembles :

" - Il faut loger rapidement un nombre important de personnes, le phénomène est dû à la poussée démographique, à la reprise de l'urbanisation et à la dégradation de notre patrimoine immobilier ;

- Les crédits d'études et de réalisations sont limités en raison des dépenses improductives imposées par nos aventures au Viet-Nam et en Algérie ;

- Les entreprises du bâtiment se reconvertissent au sortir des chantiers de construction ; il en résulte une concentration accélérée et l'organisation d'une force déterminante dans la définition des marchés ;

- L'Etat et les collectivités n'ont aucune politique foncière, les terrains sont recherchés sur la base du marché et non sur celle d'une définition raisonnée des implantations.

Dans cette conjoncture, le Pouvoir, obligé d'agir, va aux solutions rapides souvent primaires ou démagogiques ; construire des logements massivement et vite ; limiter leur coût par des normes contestables, servir une industrie du bâtiment "dynamique", prendre le terrain là où il s'offre".

Quelles sont les conséquences de cette absence d'une véritable conception de l'urbanisme ? :

Les grands ensembles aboutissent à créer :

- un isolement dans la promiscuité même de l'ensemble,
- un regroupement de catégories socio-professionnelles (blocs de l'administration, des fonctionnaires, des rapatriés, des étudiants) qui appelle une ségrégation,
- les besoins d'intimité, de rassemblement, d'harmonie sont mal satisfaits,
- l'absence d'équipements (culturel, sportif ...), l'absence de vue, confinent l'homme à l'isolement et à l'ennui.

CONCLUSION :

Un être nouveau prend place : l'habitant végétatif.

---oOo---

II - L'UNIVERSITE ACTUELLE

A côté de ces carences et ces contradictions, dans le contexte de l'évolution économique et sociale que propose l'université actuelle ?

Deux aspects de l'Enseignement cohabitent actuellement :

- l'aspect culturel et idéologique,
- l'aspect économique qui tend à supplanter le premier.

A l'honnête homme du primaire et du secondaire, à l'homme de culture de l'enseignement supérieur, la IIIème république adjoint "l'honnête technicien" avec l'apparition d'un Enseignement technique qui doit permettre l'adéquation de l'individu aux nouvelles structures économiques et sociales. Neutralité et bon sens dans le juste milieu, conception d'une certaine culture "morale" et mystificatrice voisinent avec l'enseignement d'une culture plus technique.

Mais la politique universitaire du pouvoir est de tendre à substituer au traditionnel bagage culturel indispensable à l'être politique, une culture technique nécessaire à l'être producteur. Cependant, pour que cette redéfinition des valeurs traditionnelles que nous avons déjà perçue, à travers l'évolution de l'économie et de l'urbanisme, s'impose effectivement, il faut adapter de nouvelles structures universitaires. Et c'est là une des contradictions fondamentales du pouvoir qui cherche un but sans se donner les moyens de l'atteindre.

MALRIEU avait signalé d'autre part, une raison majeure aux demi-mesures et à l'embarras du pouvoir en vue d'une véritable refonte de l'université et de ses principes, c'est que "l'indispensable rationalisation du système, nécessaire à son développement tend à la limite à la suppression du système dans ce qu'il a de fondamental" et je crois nécessaire de vous rappeler les réflexions de MALRIEU à ce sujet qui nous amèneront tout naturellement à poser ensuite le problème du travail étudiant : "Parce qu'il repose sur une ignorance des rapports sociaux, ou un mensonge, notre système ne peut développer outre mesure l'esprit critique des individus qu'il forme pour son propre appareil. Il doit laisser l'enfant, l'étudiant, dans un esprit acritique : mais cette passivité organisée joue en retour un rôle de frein dans l'évolution de la société bourgeoise elle-même. De cette contradiction radicale, la classe dominante ne peut sortir. Si elle accepte de développer dans la masse une idéologie scientifique qui lui est par ailleurs indispensable, celle-ci risque d'être utilisée à des fins de contestations politiques ; si elle brime cet esprit critique, elle handicape son propre développement économique, elle se place en position d'infériorité par rapport à d'autres concurrents.

L'attitude à l'égard du conflit, et du rôle de la contestation dans le développement, telle apparaît la pierre de touche d'un enseignement vraiment démocratique. Le nôtre, fondé sur l'ordre, la hiérarchie, l'obéissance et l'initiation passives, secrète évidemment chez les jeunes gens une attitude sociale conforme aux thèmes de cohérence, de développement sans conflit, bref de technicité qu'il développe explicitement par ailleurs.

Notre Enseignement est donc passif dans ses méthodes : l'étudiant reçoit de l'extérieur, une culture à la formation de laquelle il ne peut prendre part, sur laquelle il lui est même déconseillé d'exercer une critique active, sauf à risquer parfois l'échec à l'examen final. L'école est aussi une école de souplesse sociale, de mimétisme plus ou moins conscient, d'acceptation en un mot des modèles culturels et sociaux qui nous sont proposés. L'initiative de l'étudiant est donc limitée au minimum. Le professeur est tout puissant, il ne fait que rarement appel à l'élève (exposé) et exige surtout de lui une bonne compréhension de son cours (conception du devoir). Ces modèles de rapports maîtres-élèves, plus ou moins liés aux rapports maîtres-esclaves, et de receveurs de culture, sont si forts qu'ils imprègnent encore l'enseignement scientifique où pourtant il est demandé à l'élève l'utilisation immédiate de son savoir sur des problèmes qui lui sont nouveaux : cela apparaît clairement dans les travaux pratiques qui sont conçus comme la répétition fidèle d'une succession parfois incompréhensible d'opérations. On apprend ainsi la technique d'appareils au demeurant démodés, on obtient des résultats coûte que coûte, mais jamais l'étudiant ne prend d'initiatives, ne se met en position de recherches personnelles.

Cette passivité fait accepter les brimades de l'Enseignement Secondaire, les embarras administratifs, les redevances absurdes, le règne du pourboire et du piston en Médecine, l'inintérêt d'un cours, la conception sottise ou désuète du devoir ou de l'examen. Cette passivité touche parfois des gens fort conscients syndicalement ou fort actifs politiquement, ce qui interdit de ramener purement et simplement la passivité à l'individualisme.

Pour maintenir l'équilibre social, il faut réduire la lutte des classes sous ses diverses expressions. Et pour cela, s'opposer à la genèse de la conscience de classe (dans le milieu ouvrier) et à la genèse de la conscience d'une lutte de classes (chez les intellectuels et les couches moyennes). A cette fin, trois thèmes essentiels sont utilisés qui influencent le contenu idéologique de l'Enseignement :

- les catégorisations sociales secondaires ou artificielles,
- l'égalité des chances et la promotion sociale,
- l'individualisme.

Les catégories secondaires ou artificielles sont multiples. Elles ne sont pas toutes dénuées de fondement et certaines peuvent être reprises, transformées, par le Mouvement Syndical. Il serait intéressant à ce sujet d'étudier

le contenu du thème de la Jeunesse (en particulier le contenu à la fois flatteur et infantilisant de l'éducation scolaire elle-même et d'une mythologie publicitaire extra-scolaire).

D'autres catégories apparaissent rationnellement dérisoires. Il en est ainsi pour les efforts d'un certain nombre d'entreprises pilotes qui visent à créer dans leur personnel un esprit d'entreprise. Cette tentative vise à transplanter dans la grande masse des salariés un esprit publicitaire et de concurrence et à imposer la grande entreprise en tant que valeur idéologique. Elle n'apparaît pas fondée sur des éléments objectifs solides mais elle peut rencontrer un succès d'autant plus grand, qu'elle trouvera dans l'école patronale le terrain propice à son développement. Nous y avons fait allusion à propos de l'enseignement technique.

La troisième catégorisation essentielle pour l'Enseignement est celle du Cadre. Le thème du Cadre est particulièrement développé dans les Grandes Ecoles, et d'autant pourrait-on dire que l'Ecole a un statut social moins élevé. Dans les I.N.S.A. cette mise en condition commence le premier jour : "vous qui êtes des futurs cadres de la Nation ...". Le Cadre joue, en effet, dans notre société un rôle particulier. Il est de plus en plus, de par sa situation objective, proche du Monde du Travail, mais ses possibilités d'accession aux postes dirigeants et à la propriété sont plus grands que pour les autres couches de la Nation, et c'est l'argument souvent utilisé par la bourgeoisie, pour s'en faire des alliés. Il faut dire aussi qu'outre le niveau de vie, la pratique sociale du Cadre en fait un associé des dirigeants : son travail consiste souvent à transmettre les ordres et à en assurer l'exécution. Il est donc dans un statut ambigu, et son attitude sociale peut être fluctuante : l'idéologie "futur-Cadre" peut donc jouer un rôle important dans son comportement ultérieur.

(En fait, cette idéologie n'est pas purement mystificatrice, la technocratie de notre régime sert sans doute une certaine organisation sociale, mais elle pousse aussi les technocrates-techniciens de décision à revendiquer un pouvoir accru (cf. BLOCH-LAINE : pour une Réforme de l'Entreprise). Mais ce pouvoir ne peut toucher que la mince couche des techniciens qui gouvernent l'entreprise, à l'exclusion des Cadres de conception et d'exécution.)

Si ce thème du Cadre joue un tel rôle dans l'Enseignement, c'est que notre système d'éducation est conçu comme un instrument de la promotion individuelle : c'est la rampe dont se saisissent les forts d'une couche sociale pour accéder aux couches supérieures de la Nation. Les grades universitaires sont autant de marches dans l'escalier de la hiérarchie sociale. Telle est du moins l'image que l'on nous donne dès l'enfance de l'étude. On nous affirme certes qu'il n'y a pas de sots métiers et que le travail est noble sous toutes ses formes ; mais par ailleurs, n'illustre-t-on pas notre morale de la ténacité et du sacrifice, par tous les exemples de pauvres devenus savants, universitaires illustres, hommes politiques. Et de fait, pour un fils d'ouvrier agricole, quel autre moyen de sortir de sa classe que de suivre le cours complémentaire, peut-être l'Ecole Normale, d'où il aura quelque chance d'atteindre à l'Enseignement supérieur ?

Ces cas de promotion par l'Ecole restent rares au regard des classes sociales ouvrières ou paysannes. Il est donc clair que l'Université n'est encore que l'instrument d'une promotion sociale individuelle. Aujourd'hui, l'Université constitue une sorte de mécanisme régulateur par la communication capillaire qu'elle introduit entre les classes sociales :

- elle offre une chance (faible il est vrai) de promotion sociale aux couches déshéritées et par là, elle évite que celles-ci ne se sentent définitivement et héréditairement enfermées dans leur statut social. Les aspirations sociales des parents peuvent ainsi se transformer en espérances des réussites scolaires de l'enfant et trouver là leur compensation.

- elle permet aux classes dirigeantes de puiser dans les masses populaires, individuellement, les éléments les plus valables pour les associer à ses cadres, voire à ses équipes dirigeantes.

Reste à savoir si l'Université peut devenir vraiment un instrument de promotion sociale de masse. C'est tout le problème de la démocratisation de l'Enseignement qui est posé ici, avec ses attendues, et ses implications.

Si nous demandions une définition brève de la démocratisation de l'Enseignement à l'un de nous, il nous répondrait sans doute à 10 contre un, "c'est l'égalité des chances culturelles et sociales des enfants". Un tel idéal est à la fois singulièrement réactionnaire, et Dieu merci, complètement irréaliste. Je m'explique :

Réactionnaire parce que, à la vieille idée d'égalité on substitue celle d'égalité de chances de réussite sociale. Autrement dit, on ne change pas la structure sociale hiérarchique avec ses relations de dépendance et d'exploitation ; on y installe des communications afin que les fils d'ouvriers aient autant de chance que les fils de patrons de devenir patrons, et, pourquoi pas ?, d'exploiter son père. On va crier au scandale, mais c'est cela, en toute rigueur, égalité des chances.

Evidemment, cela est absurde : jamais le patron n'acceptera de voir son fils moins intelligent devenir ouvrier par le biais d'une orientation contraignante. Et jamais le fils d'ouvrier n'aura autant de chances de réussite scolaire que le fils de Cadre. Les études statistiques les plus récentes prouvent que la démocratisation de l'Enseignement se joue avant la septième (quelle efficacité aura alors notre Plan LANGEVIN-WALLON : cf. l'article de GIRARD dans "Population" - Janvier 1963) et les psychologues savent bien qu'un fils d'ouvrier en moyenne à 4 ans a déjà un quotient intellectuel moins élevé qu'un fils de Cadre. En Union Soviétique, où les structures de l'Enseignement sont démocratiques et où une culture importante de masse existe, 60 % des étudiants sont fils de Cadres qui représentent 13 % de la population. Pour expliquer cela, on ne peut se contenter d'invoquer des modèles culturels qui seraient plus particulièrement adaptés à certaines couches sociales. Il n'y aura

pas d'égalité des chances sans égalité de condition ; et cela nous ramène aux objectifs fondamentaux du mouvement ouvrier dont nous nous étions un moment écartés".

CONCLUSION :

En résumé, la conception de l'Université actuelle tant dans ses principes que ses buts et ses structures nous permet de noter que :

- 2 aspects de l'enseignement cohabitent :
 - . l'aspect culturel idéologique, conception d'une certaine culture morale et mystificatrice,
 - . l'aspect économique, nécessaire à l'être producteur.
- notre enseignement actuel est passif dans ses méthodes : mémorisation excessive, manque d'initiative laissé à l'étudiant, manque de moyens tendant à développer l'esprit critique.
- l'individualisme demeure le tremplin nécessaire à la réussite scolaire et universitaire.
- la conception actuelle de l'égalité des chances et de promotion sociale ne peut être réalisable qu'avec l'égalité des conditions et dans une réforme qualitative et quantitative de l'enseignement.

L'homme instruit par une telle Université demeure donc un être individualiste enclin à la passivité, exclusivement formé au bénéfice de la classe dirigeante actuelle et dont la promotion sociale reste liée à une adéquation totale aux méthodes et aux structures de l'enseignement actuel.

Après l'analyse de la société, de l'Université, pour définir l'état de l'homme et son devenir, nous nous penchons sur :

III - LE MILIEU ETUDIANT

Depuis quelques années, nous avons compris le rôle important que devait jouer dans notre politique d'appareil une meilleure connaissance du milieu. Nous n'avons pas l'ambition ici d'inventorier dans un ensemble l'étude qui peut être faite à ce niveau, mais seulement de donner quelques points de repère pour une recherche plus approfondie.

Tout d'abord quelques constatations préalables :

- le milieu étudiant est un milieu de jeunes,
- il est aussi un milieu à part,
- il ne sera jamais une classe sociale, tout juste pourra-t-il devenir un groupe social,
- la jeunesse n'est pas une définition sur le plan sociologique. Tout au plus, pourrait-on lui accorder une définition physiologique et psychologique.
- le milieu étudiant demeure une structure ségrégative,
- il est à la fois foyer de maturation de situations conflictuelles et d'émancipation vis à vis du milieu familial ou des préjugés bourgeois,
- tributaire à part entière de la société, il demeure le mauvais consommateur d'une université périmée.

Ceci dit, il faut aussi se pencher sur les différentes catégories d'entités qui composent ce milieu. L'U.N.E.F. s'est penchée sur le rôle de l'origine sociale de l'étudiant en particulier d'origine agricole ; il faut poursuivre dans cette voie. Le milieu est composé d'individus qui ont des aptitudes, des attitudes différentes dans la vie. Chaque type est soumis à des conditionnements divers, à des aliénations intérieures et extérieures, à sa personnalité, et l'on peut retrouver des composantes communes à un ensemble d'étudiants. Le rôle des B.A.P.U. dans ce cas pourrait fournir une aide appréciable.

Enfin, l'étude des conditions de vie de l'étudiant, de ses conditions de travail, de ses loisirs ... de ses aspirations quant à son devenir professionnel et à son insertion en tant que producteur dans le secteur national

permettra d'envisager une efficacité plus grande de nos méthodes d'action et de notre politique générale alors conçue vraiment en fonction d'une réalité concrète.

A partir des problèmes soulevés on peut déjà dresser un constat de carences qui étayera notre action revendicatrice et peut servir de centre d'intérêt dans les discussions que les animateurs d'amphis peuvent et doivent avoir.

L'étude du milieu étudiant dont les différents problèmes ont été abordés jusqu'ici d'une façon empirique mériterait une approche plus systématique et plus globale faite à trois niveaux :

- l'étudiant en tant qu'individu avec ses problèmes personnels,
- l'étudiant en tant qu'être social avec ses conditions de vie, de travail, de loisirs.
- l'étudiant en tant qu'être conditionné par son milieu familial, par ses aspirations quant à son devenir professionnel, par tous les facteurs pris dans leur totalité qui régissent sa condition d'étudiant.

Pour notre fait, nous retiendrons, dans ce chapitre : 2 problèmes parmi d'autres :

- . le travail et l'étudiant",
- . l'argent et l'étudiant.

A - LE TRAVAIL ET L'ETUDIANT

Lorsqu'on analyse le travail étudiant, il nous faut reprendre une constatation précédemment énoncée : la promotion universitaire est une promotion individuelle alors que les formes modernes de travail dans les différents secteurs d'activité impliquent le travail collectif.

Le régime se trouve dans la même ambiguïté signalée à propos de l'esprit critique. Il a tout à la fois besoin et peur de cette conscience collective. Il y a donc à notre niveau une option à prendre : travail individuel ou collectif alors que pour le pouvoir il y a un pari à jouer.

Mais tout d'abord, essayons d'analyser ce travail étudiant dans 3 chapitres :

- . notion de travail, nature du travail,
- . rôle du travail,
- . conditions de travail.

1°)- La notion de travail repose sur 3 constatations :

- l'étudiant confectionne son instrument de travail,
- l'étudiant manipule son instrument de travail,
- l'étudiant perfectionne son instrument de travail.

Cet instrument de travail représente le développement intellectuel et psychique de l'individu et ne fait évidemment pas appel aux conditions et aux moyens de travail (livres - locaux ...).

Notons enfin, que l'instrument de travail appartient à l'étudiant, mis à part quelques exceptions telles que les I.P.E.S. et certaines écoles, E.N., Santé Navale, bourses d'Instituts privés, etc ...

Cet instrument de travail s'élabore :

- soit dans une relation maître élève associée à un effort personnel de recherche,
- soit dans un effort strictement personnel : cas de l'autodidacte.

2°)- Le rôle du travail :

a)- il est un moyen de culture personnelle sans but lucratif.

b)- il est le moyen d'accéder aux connaissances techniques qui auront une valeur marchande pour l'avenir.

On parle alors à la fois d'investissement personnel et national et l'on voit tout de suite l'intérêt de cette notion dans le cadre d'une planification véritable.

On parle également de rentabilité différée pour la majorité des étudiants, mis à part toujours certains cas (I.P.E.S. ...).

Il est ainsi difficile de parler de "temps de travail" tel que le terme est utilisé pour le travail de l'ouvrier, mais le temps nécessaire au travail de l'étudiant peut également être incorporé à un processus technique qui n'a qu'un but : production et profit. Je vous laisse le soin, en analysant plus au fond cette notion de production et de profit, dans le cadre du travail étudiant, de découvrir s'il n'y a pas déjà aliénation.

En fait, on retrouve d'autres formes d'aliénations que les classiques notions envisagées par MARX. Il y a bien une activité pratique immédiate mais qui n'entraîne qu'une rentabilité différée donc pas de valeur marchande dans le circuit économique, exception faite pour certaines disciplines considérées seules actuellement comme investissement.

Le travail fait a un sens, il permet à l'homme de se développer car la force de travail de l'étudiant aboutit à créer un produit : la connaissance qui lui appartient et qui ne deviendra que plus tard une valeur marchande et donc une source d'aliénation.

3°)- C'est à travers les méthodes et les conditions de travail que nous trouvons les griefs les plus sévères à dresser au système actuel (nous engloberons évidemment dans ce chapitre l'aspect pédagogique de la crise de l'Université) :

- développement excessif des techniques de mémorisation constituant un barrage à la réflexion et à l'esprit critique,
- bachotage excessif,
- prépondérance des cours ex-cathedra dans la transmission du savoir,
- absence de formation méthodologique,
- limitation de l'initiative des étudiants dans le cadre de la documentation et de la recherche ; et ce par plusieurs causes (exigüité des bibliothèques, la connaissance seule du cours du prof, suffit à réussir l'examen, les moniteurs et assistants n'ont pas actuellement les moyens d'encadrer les étudiants dans ce sens), etc ...

Sans oublier le grief fondamental que représente l'individualisme au sein de l'Université, et qui conditionne toute ascension universitaire.

B - L'ARGENT ET L'ETUDIANT

- La qualité fondamentale demandée à l'homme est la quantité de son argent ; ce qui revient à dire que pour l'étudiant, la qualité de l'homme est fonction de sa famille, ou de son travail noir, ou des largesses de l'état.

Comme pour tout homme, les besoins de l'étudiant sont variables selon sa quantité d'argent et cela explique ou favorise pour une part, les sentiments de révolte, de contestation, de revendication pour celui qui n'en a pas.

- De toute façon, l'étudiant représente un être assisté, qu'il le soit par sa famille ou par l'Etat ; ce qui le place dans une situation à part vis à vis de la société, source de frustration et de conflit dont il n'a souvent pas conscience et qui conditionne pourtant sa vie.

IV - LE SYNDICALISME ETUDIANT : UNE NECESSITE

Cette étude analytique de la société, de l'Université, du milieu étudiant nous a permis de situer ce que la société actuelle, à travers ses carences de structures et son idéologie souvent mystificatrice, entend faire de l'homme.

Il y a donc manifestement conflit d'intérêt entre une certaine conception de l'évolution de l'homme plus ou moins voulue par la classe dirigeante et les normes que nous sommes en droit d'affirmer pour le devenir de l'homme. La pratique syndicale est donc l'expression de ce conflit d'intérêts et a pour but :

- d'une part, de saisir et de prendre en charge le conflit sous toutes ses formes,
- d'autre part, d'en faire prendre conscience à la masse des étudiants,
- enfin, de susciter et révéler les moyens d'une contestation permanente, seule capable d'assumer valablement notre idéal démocratique tant à l'intérieur qu'à l'extérieur du mouvement.

Ces quelques réflexions nous ont amenés à poser le pourquoi du syndicalisme étudiant.

Voyons maintenant comment et sur quels principes, il peut remplir son rôle.

A - L'ENGAGEMENT SYNDICAL

Il se définit à partir de notre condition. Hier et aujourd'hui encore pour beaucoup d'entre nous, êtres assistés, passifs, individualistes, nous avons le droit et le devoir d'affirmer que nous voulons être des Jeunes, travailleurs, responsables.

Notre engagement tourne autour de ces 3 termes.

Sa valeur est fonction d'une part de la conscience de notre appareil syndical, d'autre part de la conscience de masse de la majorité des étudiants.

A ce propos, il est nécessaire de ne pas s'enfermer dans un faux problème. Il n'y a pas de choix d'orientation à faire pour le mouvement entre un syndicalisme de minorité qui revient en fait à un syndicalisme d'appareil et un syndicalisme de masse.

Etudions ensemble le schéma suivant :

Politique d'appareil	! Politique réclamée par la base
Revendication d'appareil	! Revendication de masse
Conscience d'appareil	! Conscience de masse

Prenons l'exemple du problème algérien pour éclairer notre propos.

Il y eut d'abord une prise de conscience d'une minorité d'étudiants conjointement à une prise de conscience de notre appareil. On peut affirmer qu'au début de l'année 1960 notre attitude vis à vis du problème algérien représentait encore une revendication d'appareil s'inscrivant dans le cadre d'un syndicalisme de minorité. Mais parallèlement, grâce à l'effort de nos militants et à celui des autres groupes syndicaux, politiques, mouvements de jeunesse, etc ... une conscience de masse prenait corps qui allait appeler une revendication de masse se matérialisant dans la grève générale d'octobre. Certains ont vu, dans ce "mouvement de balancier", conscience d'appareil, conscience de masse, un dilemme dont nous ne pourrions sortir que par un choix vis à vis de l'un des mouvements :

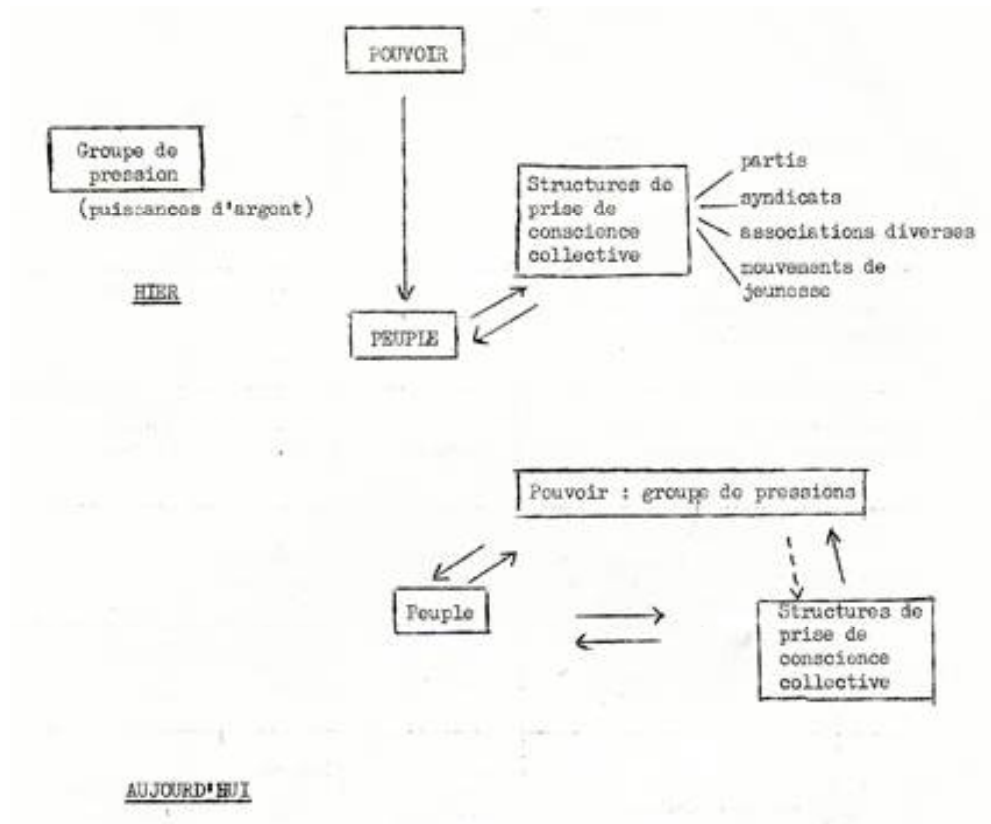
- soit accepter d'être en avant-garde sur le milieu,
- soit attendre que la masse ait pris conscience pour oeuvrer.

Cette simplification est abusive. C'est un faux problème. Sans cesse, notre syndicat devra jouer sur les deux temps du mouvement. La vitalité de notre syndicalisme dépend des 2, sa marche même en est tributaire. Il n'y a pas choix dans une conception de syndicalisme de masse ou de minorité, il y a seulement une politique de structure à promouvoir et à développer pour résoudre une situation de fait dont les 2 composantes sont inséparables et nécessaires.

B - LES NIVEAUX D'INTERVENTION

La réussite de notre engagement dépend en outre des niveaux d'intervention auxquels nous faisons appel, de notre politique d'alliances et en gros de la situation politique.

Rappelons pour mémoire le schéma de la représentation politique d'hier et d'aujourd'hui que nous avons déjà analysé pour mieux comprendre les niveaux de notre intervention.



Présidence de la République				
Ministère				
Parlement				
Revendication portant la véritable dimension politique		grève dépôt de projet de loi	" "	" "
Contestation au niveau des structures de dialogues Pouvoir - syndicat		rectorat	C.N.O C.R.O	Commission Jeunesse et sports
Prise de conscience de l'appareil	Mise en forme de la constitution et dossiers revendicatifs	dossier de réforme	dossier de revendication	"
	mise en place des structures et déséquilibre	groupe de travail	Comités d'usage COOPE	UNICLUS RAC
Prise de conscience collective		manque de locaux % d'échec aux examens Réforme globale de l'université	Loyers en cité repas en R U	Insuffisance d'équipements
		Universitaire	gestion cogestion	culture loisirs

Rappelons quelques contestations quant à l'évolution du pouvoir :

. L'évolution des pouvoirs fait que la classique dichotomie : pouvoir exécutif, pouvoir législatif avec un gouvernement et un parlement jouant chacun réellement leur rôle tend vers un monolithisme ; les pouvoirs de décision et d'exécution étant en fait aux mains du gouvernement, le parlement n'ayant plus qu'un rôle secondaire.

. Les groupes de pression (trusts, banques ...) sont non seulement représentés au Parlement mais directement dans les rangs du gouvernement.

. Les structures de prise de conscience collective voient l'efficacité du dialogue avec le pouvoir se traduire plus que jamais dans un rapport de force. Le pouvoir tend à ne plus les considérer comme des révélateurs des besoins du milieu et tente un dialogue direct avec le peuple pour leur ôter leur influence (ex. des référendums, campagnes de presse ...).

Les syndicats n'ont de chance d'être entendus que s'ils sont les interprètes d'un large mécontentement populaire qui peut mettre en danger l'équilibre même du régime.

Si l'on analyse maintenant nos moyens d'intervention, nous voyons qu'ils sont de 2 ordres :

- dénoncer les carences au niveau des structures de dialogue puis au moyen des grèves et proposer des solutions.
 - mettre en place des structures qui ont l'avantage :
 - . d'améliorer les conditions de travail et de vie,
 - . d'être des structures de contestations,
 - . de favoriser notre influence sur le milieu.
- Prenons l'exemple des groupes de travail.

Ils favorisent les conditions de travail, une meilleure compréhension, un approfondissement du programme entraînant une meilleure réussite aux examens. Ils sont :

- . une dénonciation de fait des conceptions pédagogiques actuelles d'où une contestation de l'université actuelle,
- . une dénonciation par devant les étudiants de l'individualisme,
- . à travers les contacts fréquents, ils permettent les possibilités de discussion donc une croissance du potentiel revendicatif .

Nous pourrions faire des démonstrations analogues à propos des COOPE, Uni Clubs etc ... afin de prouver la réalité à la fois contestative et contractive des structures précitées vis à vis du pouvoir, leur efficacité eu égard à notre volonté de révéler au milieu étudiant les différentes données qui l'aliènent.

- FACE A L'EVOLUTION DU POUVOIR, COMMENT POUVONS-NOUS NOUS SERVIR DE L'ENSEMBLE DE CES MOYENS ?

- Le dialogue qui n'intervient qu'à un niveau technique (cogestion) n'obtient que des résultats médiocres ou transitoires dans les options débattues au niveau national tout en restant parfois plus fructueux au niveau local compte tenu des problèmes locaux abordés et de la personnalité des représentants des pouvoirs publics.
- Dans le contexte actuel des forces politiques, <les projets> que nous pourrions susciter sur le plan parlementaire resteraient négatifs.
- Les grèves telles qu'elles sont conçues actuellement, apportent des résultats nuls ou médiocres.
- Les opérations de franc tireur (style opérations de la F.G.E.L. février 1964, quel que soit le bien fondé des motivations préalables, se voient critiquées à l'intérieur et à l'extérieur du mouvement et de toutes façons présentent autant de danger de démobilisation que de chance de maintenir ou de favoriser la prise de conscience des étudiants.
- Les structures de contestations, dont la genèse est encore récente, ne bénéficient pas d'assez de recul pour qu'on puisse juger de leur efficacité quant au potentiel revendicatif.

Si l'on tient compte du fait que le milieu étudiant depuis la fin du problème algérien est passablement démobilisé et qu'il a encore très mal assimilé la reconversion de l'U.N.E.F., si l'on analyse d'autre part le contexte des relations intersyndicales au niveau notamment des problèmes de l'université, et enfin l'évolution "clair-obscur" des forces politiques qui pourraient nous être favorables, il devient évident que notre position demeure délicate et qu'il est grand temps de réévaluer notre engagement non seulement en fonction de normes concrètes, mais aussi en termes de structures, de méthodes d'action et de tactique.

*

*

*

DEUXIEME PARTIE

LES GRANDES LIGNES DE POLITIQUE GENERALE DU MOUVEMENT
--

Rappel des différentes conclusions :

Après ces différentes analyses complémentaires, faisons le bilan de notre récolte :

- Nous vivons dans une société néo-capitaliste remettant en cause les valeurs fondamentales de "l'honnête homme" (évolution technicienne et technocratique) avec un pouvoir devenant chaque jour plus autoritaire et dirigiste.
- L'Université à l'acmé de sa crise présente un visage périmé par certains égards, souvent confus où la tradition fait frein vis à vis de certaines réformes souvent nécessaires quant à leurs principes mais critiquable quant à leur application ou leur possibilité d'exploitation par le secteur privé.
- Le milieu étudiant nous montre le visage d'un grand nombre d'étudiants passifs et individualistes pour qui les conditions de vie et de travaux actuels ne permettent pas de résoudre leurs aliénations, leur manque d'esprit critique.
- Le syndicalisme étudiant doit repenser ses orientations, ses méthodes d'action à partir d'une constatation élémentaire : les problèmes du milieu étudiant, facilement assimilables par le milieu puisqu'il les subit, reposent sur les conditions de travail et de vie. Notre action trouve là son tremplin et sa vitalité.
- Les conditions politiques actuelles, tant en ce qui concerne l'évolution du pouvoir, qu'en ce qui concerne l'état ou l'évolution des rapports entre les partis et les syndicats, appellent de notre part une réévaluation des termes et des moyens de nos alliances.

Compte tenu de la situation analysée à travers les problèmes qui ont le plus de chance de conditionner notre état actuel et notre devenir, conscients que la vérité et la vitalité de notre engagement passent par le tremplin universitaire, le premier objectif de notre action repose dans le cadre de la crise actuelle de l'université, sur les exigences fondamentales que peut promouvoir le syndicat et pour lesquelles il doit lutter.

I - PREMIER OBJECTIF : POLITIQUE UNIVERSITAIRE

A - Trois thèmes essentiels de lutte dans ce domaine définis au 53ème Congrès

- revendication de l'indépendance matérielle de l'étudiant et de la possibilité pour lui d'effectuer son travail universitaire à temps plein dans les meilleures conditions (statut de l'étudiant, allocation d'étude ...).
- revendication sur le contenu de l'enseignement dispensé à l'Université : tant à partir d'exigences épistémologiques qu'à partir d'exigences économiques (formation professionnelle).
- revendication portant sur les méthodes de l'enseignement (exigences pédagogiques) et le mode de contrôle de l'acquisition des connaissances, ces thèmes accompagnés bien sûr de l'expression structurelle de ces exigences fondamentales (se reporter aux motions du 53ème Congrès).

Le premier thème défini précédemment met en relief :

- l'indépendance nécessaire à l'étudiant,
- et les conditions optima de travail.

On comprend aussi pourquoi des secteurs comme la santé, le logement ne peuvent pas être étudiés séparément, mais forment corps avec la politique universitaire dont ils sont les composants au même titre que la pratique.

Le système d'assistance actuel nous avait jusqu'ici inséré dans ses structures imposant à l'U.N.E.F. "une politique intérieure" aberrante par rapport à la "politique universitaire" il est vrai bien longtemps mal définie. Il y avait contradiction par exemple entre la demande d'augmentation des subventions collectives ou des prestations de notre volonté et avoir droit à une

allocation d'étude qui doit remettre en cause ce pieux principe de l'état :
Subvenir aux besoins d'un consommateur.

Désormais, toute politique au niveau des besoins matériels des étudiants s'inscrit dans le cadre de la politique universitaire et nous le comprendrons encore mieux en examinant le devenir de la cogestion.

Mais accélérer la réforme de l'Université ne peut pas rester l'apanage d'un appareil ce qui implique la mise en place de structures syndicales adéquates : formation de groupes syndicaux de base à tous les niveaux possibles (amphi, TP ...) et l'on peut reprendre à ce titre également les propositions nullement exhaustives du 53ème Congrès :

B - PRATIQUE INTERSYNDICALE DE BASE

1°)- Relation avec les syndicats du supérieur

Il faut établir dès maintenant les conditions d'une intervention pédagogique syndicale à la rentrée prochaine faisant en sorte qu'une collaboration étudiants-professeurs-assistants s'établisse permettant :

- aux étudiants de participer à l'élaboration de programmes de travail,
- de mettre en place des structures collectives de travail en privilégiant les exposés de groupes et en accentuant l'effort sur la mise en place des groupes de travail universitaire,
- de faire un certain nombre d'expériences pédagogiques remettant en cause plus profondément la relation professeur-étudiant,
- de créer des commissions mixtes permanentes par département menant à une réflexion sur les problèmes de structures de l'enseignement supérieur et pouvant aboutir à une contestation de ces structures,
- sur le plan du devenir professionnel concernant la formation enseignante des contacts peuvent s'établir avec l'ensemble des syndicats secondaires techniques et supérieurs. Ces contacts peuvent permettre une meilleure appréhension des problèmes généraux de la profession, des critiques à y formuler sur le plan des méthodes et du contenu, appréhension et critique remettant en cause le système même de l'enseignement en France dans les différents secteurs.

2°)- Relations avec les autres centrales syndicales

Il s'agit dans un premier temps de sensibiliser les étudiants aux problèmes du monde professionnel et du devenir professionnel (techniques économiques et sociales) et de leur donner une information élémentaire.

Ceci peut se faire par des cycles de conférences au cours du travail sur les stages, préparés en commun avec des commissions spéciales intersyndicales ou d'organismes tels que les C.L.E.E.

Avant le stage, on donnerait à l'étudiant des notions assez précises sur la situation économique et sociale du secteur dans lequel il fait son stage. Pendant le stage, les syndicats peuvent mettre en place des structures d'accueil. Après le stage, une mise en commun avec les représentants du monde professionnel permet une analyse complète des aspects d'une profession, sa critique, ses problèmes, son évolution et le contexte socio-économique dans laquelle elle se situe.

Cette action intersyndicale doit avoir son aboutissement sur le plan des militants au niveau local. A ce niveau une commission peut être créée entretenant des contacts étroits avec les syndicats professionnels afin de :

- étudier en profondeur certains aspects de l'économie (planification, développement régional, etc ... et ses implications sociales et politiques,

- réfléchir sur le problème des diverses professions, de leur position sociale, de leur adaptation face à l'évolution de l'économie, de niveaux de qualification, de la reconversion et du recyclage. Une large information doit être faite à la base sur les résultats des travaux de ces groupes.

C - REFLEXION ET ACTION INTERSYNDICALE DES A.G.E. et du B.N.

La pratique intersyndicale de base devra être guidée, coordonnée et synthétisée par les offices et par les A.G.E. et déboucher sur le plan local et national.

- Sur le plan local de très larges possibilités intersyndicales peuvent être utilisées par les A.G.E. en vue de créer un front commun en vue de la démocratisation de l'enseignement et des actions possibles en ce domaine sur le plan local ou régional. Ce front commun pourrait avoir comme méthode d'approche des problèmes suivant le schéma suivant.

- . Sensibilisation des délégués syndicaux des U.D. Ouvrières, cadres agricoles sur les conditions de l'enseignement dans le cadre d'une véritable démocratisation sur les problèmes quantitatifs et qualitatifs de cette démocratisation.

Cette sensibilisation des délégués syndicaux étant une des conditions nécessaires à une véritable sensibilisation de l'opinion publique. Cela demande des contacts humains communs entre les délégués étudiants et enseignants et les délégués des différents syndicats ouvriers-agricoles cadres.

Les contacts intersyndicaux devant aboutir à une information de l'opinion publique par une série de conférences de meetings, conférences de

presse, etc ...

. Dans chaque région, faire d'une manière intersyndicale une analyse complète des lacunes dans l'enseignement primaire, secondaire, supérieur, technique et prévoir si possible, une action commune sur les trois cycles de l'enseignement.

Pousser les U.D. des centrales à une réflexion sur les problèmes qualitatifs de la démocratisation de l'enseignement par des comités intersyndicaux aux niveaux des A.G.E.

- Sur le plan national, il est indispensable que le secteur universitaire formule clairement aux centrales ouvrières agricoles cadres et enseignants une série de questions ayant trait aux objectifs du mouvement. A partir des réponses et des contacts, le Bureau National pourra élaborer un front commun qui tienne compte des exigences des autres syndicales et des limites du mouvement étudiant.

Il est indispensable que le secteur universitaire avec l'ensemble des centrales, détermine une méthode d'approche sur l'ensemble des problèmes posés par la démocratisation de l'enseignement.

En ce qui concerne les revendications du mouvement au sujet de l'allocation d'études et l'allocation familiale d'études, il est nécessaire que des tables rondes intersyndicales puissent avoir lieu au niveau national comme au niveau des A.G.E. en vue d'établir une base commune en ces domaines et d'éviter des heurts possibles l'année prochaine.

Il serait nécessaire de créer un délégué chargé des relations intersyndicales au Bureau National qui serait en outre chargé d'informer les A.G.E. des expériences locales et nationales dans le domaine de l'intersyndicalisme.

Cette action intersyndicale devrait, avant d'être engagée par les militants, reposer sur une position très nette en ce qui concerne le fameux préalable politique, nécessaire à toute solution de la crise de l'Université.

Sans doute, dans une société démocratique est-il plus facile d'oeuvrer en faveur d'une université démocratique, mais il serait faux d'attendre l'implantation de cette société pour lutter car nous l'avons déjà suffisamment mis en lumière : la crise de l'université est à beaucoup d'égard une crise technique (méthodes pédagogiques, formation professionnelle, moyens matériels ...).

Or, les syndicats, en général, voient essentiellement dans la crise deux problèmes :

- un problème quantitatif : le recrutement,
- un problème politique (crédits ...).

ce qui les conduit au préalable politique très rapidement, et par une voie qui n'est pas la meilleure, - d'où l'intérêt des rencontres intersyndicales à la base.

D - CONCLUSION

Si l'on poursuit maintenant l'étude du problème tactique et des méthodes d'action les mieux adaptées à la situation politique actuelle, on comprend la position qui consiste à élever le niveau de conscience du milieu par la formulation des exigences fondamentales permettant des plateformes minimales et je reprends encore les termes du 53ème congrès : celles-ci doivent présenter le double avantage :

- 1°) de comporter des objectifs partiels réalistes qui soient perçus comme tels par les étudiants et qui, en particulier, confèrent une certaine positivité à la contestation syndicale (possibilités de réaliser des expériences témoins).
- 2°) de s'intégrer à une stratégie d'ensemble, c'est-à-dire de permettre le renouvellement de la contestation dans les mêmes conditions, en découvrant à tous, lorsque ces objectifs sont atteints, à la fois la nécessité et la possibilité réelle de la revendication sur des nouveaux objectifs plus fondamentaux.

Ceci implique d'une part la formulation par les responsables syndicaux de thèmes de critique et de revendications permanentes qui constituent moins des objectifs que des directives de recherche et d'action, et d'autre part l'élaboration d'alternatives concrètes à des situations ressenties comme opprimantes (expériences pédagogiques, rencontres étudiants-enseignants).

- structuration du milieu
- collaboration plus étroite professeurs-étudiants (élaboration de programmes de travail, exposés pédagogiques, devenir professionnel).
- relations constructives avec les syndicats enseignants.

Cet ensemble de mesures apportera, entre autre, des facteurs, une amorce de cogestion réelle à la base de l'Université. Revendication, jusqu'ici demandée par un moyen traditionnel, ce droit que nous réclamons depuis longtemps deviendra, grâce à ce changement de nos moyens d'intervention, un niveau d'intervention efficace.

Parler de cogestion nous amène à poser le deuxième objectif de notre action en matière de politique gestion-cogestion.

II - POLITIQUE GESTION-COGESTION

Sujet d'inquiétudes et de divergences pour le syndicalisme étudiant, abordons tout d'abord ce que devait être la cogestion, puis son état actuel et son devenir à travers l'expérience que nous en avons au niveau "d'oeuvres universitaires".

A - LA COGESTION

1 - Principes et réalité de la cogestion ?

La cogestion dans le cadre du C.N.O. et des C.R.O. représente pour le mouvement étudiant la nécessité d'un dialogue entre un service public, indépendant du pouvoir politique et des intérêts privés, et les responsables syndicaux du milieu étudiant.

Le rôle de ce service public est donc de mettre en lumière les besoins étudiants et de présenter au pouvoir politique une revendication différée.

En effet, si un conflit d'intérêts oppose l'U.N.E.F. représentant les intérêts étudiants et le pouvoir, ce conflit ne doit pas se manifester au niveau du dialogue C.N.O.-U.N.E.F. mais au niveau C.N.O. pouvoir politique.

Les structures de la cogestion sont en principe conçues en fonction d'une parité : représentants universitaires, administration, ce qui appelle une attitude de collaboration et ce qui en principe n'empêche nullement :

- le dialogue chaque fois qu'il est possible
- la contestation et la démystification auprès des étudiants lorsque le pouvoir par l'intermédiaire du C.H.U. cherche à nous faire cautionner un choix imposé par l'Etat et non discuté par la base.

La cogestion devrait être le canal offert aux revendications de la collectivité étudiante pour les amener au stade de solutions techniques ; cette participation aux institutions qui permet de prendre part aux décisions ne peut être pleinement efficace que dans un régime démocratique qui place l'intérêt général au-dessus de l'intérêt des groupes de pression (trusts, monopoles...) et qui veut instaurer la cogestion à tous les niveaux (cogestion de l'école, de la radio). Un service public n'est pas un service de l'Etat mais un service de la nation.

La définition que nous revendiquons au niveau de la cogestion implique un contrôle permanent des solutions techniques par les responsables syndicaux, soutenues par la revendication de masse.

Cela suppose : d'une part un approfondissement de nos conceptions en ce domaine, d'autre part une revendication insérée par paliers successifs dans une conception concrète de nos objectifs finaux.

La cogestion, respectée de part et d'autre, pourrait être ainsi pour l'A.G. un des pôles d'attraction les plus importants avec l'intéressement d'un minimum d'étudiants aux sous-commissions de travail du C.R.O. Mais la situation actuelle doit nous rendre prudents.

2 - Obstacles à la cogestion

1°) Obstacles généraux dûs à l'anarchie voulue ou involontaire des structures d'état ou privées.

Il y a concurrence directe de diverses structures d'Etat, notamment entre l'organisme cogéré et l'Etat dont la politique vise à détruire la cogestion.

2°) Obstacles tenant aux structures

Ou bien la parité n'existe pas, ou bien elle est rendue illusoire par le choix des organisations participantes (nomination de la F.N.E.F. du C.N.O.).

3°) Obstacles au niveau des moyens soit financiers (non évaluation correcte et non satisfaction des besoins) soit légaux (paralyse de l'organisme de cogestion par de nombreux décrets, textes, etc...)

4°) Obstacles au niveau des personnes dûs particulièrement à l'incompétence des universitaires sur la plupart des secteurs, des étudiants sur de nombreux, à celle de l'administration trop encline à se considérer mandatée sur un trop large éventail et qui résout médiocrement certains secteurs de notre compétence. Ce conflit de compétence peut trouver une solution en fonction de nos capacités et de notre volonté appuyée par la base.

3 - Attitude de l'U.N.E.F.

a) Dans l'idéal

Après ces quelques réflexions sur la cogestion, faisons le point en fonction des lignes de forces émanant de l'expérience cogestionnaire :

1°) Le rôle cogestionnaire du syndicalisme étudiant repose historiquement sur son expérience gestionnaire.

2°) La gestion devrait être un partage des responsabilités dans les décisions d'ordre technique, ce qui implique parallèlement la revendication de masse pour imposer des choix politiques.

3°) La cogestion ne signifie pas seulement valider des choix techniques mais aussi contester ces choix.

4°) La cogestion est une école de réalisme où l'étudiant est mis en face des données concrètes à résoudre.

5°) La cogestion représente un essai de démocratisation des structures administratives :

- décentralisation des responsabilités et des décisions (rôle des C.R.O.)
- l'organisme cogestionnaire est constamment dynamisé par l'esprit revendicatif et contestatif du syndicat.

L'organisme cogestionnaire donne à l'étudiant une attitude de responsable et tend à le dépouiller, dans une certaine mesure, de sa condition d'assisté. Il n'est pas seulement consulté, il a la possibilité de délibérer.

Le rapport de force ne joue qu'indirectement au niveau de la cogestion. Il ne devrait y avoir que proposition et contrôle.

Cela nous amène à considérer que l'étudiant :

- participe à l'élaboration de conceptions concrètes tendant à résoudre les problèmes techniques
- collabore à la réalisation des solutions qu'il estime valables.
- <s'explique dans?> un texte <dans le cas?> de solutions qui ne lui conviennent pas.

La position de l'étudiant vis-à-vis de la cogestion n'est pas un engagement, elle est une attitude.

b) en fait

Le drame actuel de la cogestion, c'est la remise en cause par le pouvoir du principe même de cette formule par trop démocratique qui fut l'une des grandes victoires du mouvement.

Parce qu'elle favorisait une transformation des mentalités des participants (étudiants, enseignants, pouvoirs publics), parce qu'elle était l'amorce d'une réforme des structures administratives, elle était une école de réalisme nécessitant de la part du syndicat une attitude dynamique et constructive.

Aujourd'hui le principe cogestionnaire étant bafoué, doit-on maintenir nos positions ?

Cela est fonction d'une part des problèmes abordés, d'autre part du niveau d'intervention C.N.O. ou C.R.O. par exemple. Cela est fonction également de la réévaluation de notre démarche syndicale, s'insurgeant contre les structures d'assistance.

Ainsi dans son ensemble au niveau des oeuvres universitaires notre attitude doit ne plus être que contestative se limitant :

- à exprimer les besoins du milieu
- à exercer le droit de regard qui lui est octroyé.

L'état de la cogestion nous a permis de signaler que l'expérience gestionnaire fut en son temps l'un de nos points forts pour revendiquer la cogestion.

Dans la nouvelle orientation de l'U.N.E.F. le mouvement peut-il encore estimer avoir vocation gestionnaire ?

Nous répondons oui.

B - LA GESTION

1°) Pourquoi

Parce que nous ne considérons pas la gestion sous l'angle restrictif de la prise en charge des besoins matériels des étudiants mais comme un moyen concret de contestation.

Nos services de gestion ne doivent pas être conçus comme des palliatifs mais comme des organes susceptibles de prouver :

- l'attitude responsable de l'étudiant (connaissance des marchés, des circuits de distribution, discussion d'un bilan : brasserie, coopé).

- mise en pratique d'une politique de loisirs (Ciné-club, foyers d'animation)

- prise de conscience du travail de groupe (élaboration des photocopiés).

Il est faux de penser que le syndicat développera uniquement son implantation sur le lieu de travail des étudiants ; les lieux de consommations et de loisirs représentent également un terrain de choix et à ce titre les considérants de la motion première de la commission gestion du 52ème Congrès nous paraissent particulièrement dangereuses et même contradictoires avec l'orientation définie dans les secteurs loisirs par exemple.

Mais si en tant que structures concrètes de contestation nous pensons que le mouvement a vocation gestionnaire, cela suppose certaines conditions.

2°) A quelles conditions ?

- Tout service gestionnaire est une structure ouverte contrôlée et orientée par le syndicat susceptible de satisfaire tous les étudiants, sauf avantages particuliers pour les adhérents, en leur donnant une position de consommateur responsable.

. soit parce qu'on leur aura fait prendre conscience du rôle de nos services, inscrits dans l'attitude globale de notre engagement.

. soit parce que déjà conscients et se sentant concernés et donc membres de l'U.N.E.F., ils voudront participer.

- Tout service gestionnaire dans les tâches techniques administratives et financières fonctionne grâce à des techniciens salariés.

- Tout service gestionnaire ne doit représenter qu'un moyen susceptible de favoriser notre démarche syndicale s'intégrant de ce fait dans notre politique générale. Le pouvoir de décision reste de ce fait entre les mains des consommateurs qui sont parfois également les producteurs (cas du polycopiage).

Compte tenu du précédent point, une attitude gestionnaire doit avoir ses limites.

Ainsi conçue, la gestion demeurera jusqu'à une plus générale prise de conscience des étudiants du ressort encore assez exclusif des instances supérieures du mouvement pour se démocratiser et devenir un moyen d'expression et de contestation non plus de l'appareil mais du milieu.

Nous abordons d'ailleurs ici une des conséquences inéluctables de notre engagement.

Actuellement nous avons besoin d'un appareil fort, bien structuré, conscient d'être en avant garde sur la conscience du milieu en ce qui concerne ses véritables problèmes, mais qui peu à peu va se démocratiser au fur et à mesure qu'un nombre de plus en plus grand d'étudiants se sentiront concernés par l'engagement que nous proposons. Cela suppose une réévaluation constante de l'attitude de notre appareil vis-à-vis du milieu, l'appareil conçu, à ce jour, encore comme législatif et exécutif et s'acheminant peu à peu vers un rôle de révélateur de carences, de catalyseur en vue de faire aboutir des options définies par le milieu, d'intermédiaire entre le pouvoir et les étudiants.

Enfin, il nous paraît dangereux dans les conditions politiques actuelles de demander à l'Education Nationale la prise en charge de photocopies gratuits même si l'on affirme la nécessité d'un contrôle étudiant. Nous avons suffisamment été échaudés à ce jour sur les possibilités de la cogestion telle qu'elle est octroyée par le pouvoir pour proposer au gouvernement un moyen qui se retournerait contre nous, même la parité étudiants-enseignants étant respectée.

Il semble plus souhaitable de demander une affectation de crédits auprès des rectorats ayant pour objet d'être affectés aux centres de photocopies sur présentation du bilan.

Tant que la solution des centres photocopiés de Fac ne s'est pas encore généralisée, et pour de multiples raisons il est peu probable que ce soit chose faite dans un court laps de temps, il est plus logique de réclamer pour un premier temps la formule définie ci-dessus.

Ce serait une grave faute tactique de précipiter un mouvement sans doute mal coordonné par les pouvoirs publics mais qui s'inscrit néanmoins dans ses intentions et qui tend à nous ôter peu à peu les différents niveaux de contrôle auxquels nos luttes passées nous avaient permis d'accéder.

Cela n'empêche pas, bien entendu, qu'une commission de travail élabore un projet des centres photocopiés cogérés, projet qui serait alors aussitôt proposé si le gouvernement précipitait ses intentions, ce qui n'empêche pas non plus de tenter dès à présent des expériences de cogestion entre les centres de labo ou de fac et l'A.G. L'idée a été proposée à la Fac de Lettres à Bordeaux.

Il vaut mieux tenter des expériences locales avant de s'aventurer dans une orientation nationale.

Nous venons d'aborder à travers les options à prendre en matière universitaire puis gestion-cogestion des domaines qui, tout en gardant à certains égards une spécificité technique de milieu, n'en demeurent pas moins des sujets de préoccupations communs à l'ensemble des jeunes, ou des secteurs qui souvent sans qu'ils en prennent conscience conditionnent leur vie.

Il est d'autres domaines concernant le mode de vie qui peuvent sans doute plus facilement créer un terrain de rencontre et une ouverture réciproque sur nos problèmes communs, c'est pourquoi nous posons maintenant le troisième objectif de notre action en matière de politique jeunesse.

3ème OBJECTIF : POLITIQUE JEUNESSE

A - THEMES DE LUTTE

D'emblée il nous faut donc prendre nos responsabilités. Dans ce cadre la motion N° 1 de la commission jeunesse du 53ème congrès définit :

- un secteur concernant la formation, le devenir professionnel et la profession, la formation civique et la formation culturelle.
- un secteur concernant le mode de vie (logement, repas, santé) et les loisirs.

C'est poser, en clair, une orientation qui cesse d'être marginale dans les intentions de l'U.N.E.F. et qui, tout en s'inscrivant dans les objectifs globaux de notre engagement, entend poser les problèmes d'intégration sociale de la jeunesse en association avec tous ceux qui oeuvrent dans la même voie.

Certains problèmes sont spécifiques aux étudiants, d'autres ont une similitude avec ceux des Jeunes en général, il y aura nécessairement en pratique des solutions techniques différentes à apporter selon l'orientation vers le milieu étudiant ou l'ensemble du milieu jeune, mais quoiqu'il en soit une seule attitude politique préside à toutes les solutions techniques.

Cette attitude est double :

- Rechercher avec l'ensemble des mouvements et organismes de jeunesse la possibilité de prises de positions communes sans doute parallèles au début, avec tout à la fois la volonté de dénoncer mais aussi de construire les prémisses d'une pratique favorisant la prise de conscience de la masse des inorganisés.
- Dans un deuxième temps définir une véritable plate-forme unitaire appuyée sur une pratique qui engage la masse des jeunes. La plate-forme unitaire qui ne soit pas seulement défensive ne peut et n'aura de chance d'aboutir que si elle est conçue et appuyée par le milieu jeune sans exclusive.

Dénonciation et proposition sans cesse nourrie au contact de l'action, dans l'action, tel doit être le sens de notre pratique jeunesse.

Cette demande signifie que si, sur le plan technique une sectorisation s'avère encore nécessaire, sur le plan de l'orientation politique, tous les problèmes qui concernent les jeunes, que ce soit au niveau de l'enseignement, de la formation professionnelle, des loisirs se réfèrent au même impératif : le statut du jeune dans la société
les moyens nécessaires à sa formation et à son épanouissement.

Il y a donc à promouvoir comme dans le domaine universitaire

B - UNE PRATIQUE INTER-MOUVEMENT ET INTERSYNDICALE DE BASE

- mise en place de structures de dialogue
- élaboration de programmes communs de loisirs
- constitution de cahiers communs de revendication pour l'ensemble de la jeunesse travailleuse.

Ces commissions de travail devraient se réunir en début d'année universitaire, élaborer un programme de travail, poursuivre leur recherche pendant quelques mois puis faire le point à l'occasion d'un congrès de la Jeunesse inscrit au programme d'un festival avec différentes activités conçues et réalisées par les jeunes eux-mêmes sans distinction d'origine sociale, de profession...

C - STRUCTURE

Les motions concernant la pratique culturelle, visant à redorer le blason d'une vice-présidence culturelle avec 3 adjoints (voir motion IV commission culturelle) alors que la vice-présidence jeunesse ne change pas, nous semblent être un mauvais parti.

Nous avons admis que le travail du secteur culturel ne se conçoit qu'intégré au travail universitaire du mouvement, pour enrichir ce dernier d'une analyse sociologique du fait culturel pour lequel nous repoussons les analyses empiriques ou idéologiques.

Mais alors pourquoi créer une "entité culturelle" qui par le fait même qu'on lui donne 3 animateurs sera disproportionnée par rapport à d'autres secteurs.

Notre recherche avancera-t-elle plus vite pour cela ?

C'est préférer une démarche qui tendra à favoriser l'aspect étudiant du problème des loisirs plutôt que l'aspect Jeune de ce problème.

Il nous paraît plus judicieux de valoriser la vice-présidence Jeunesse, compte tenu de la motion 1 de la commission jeunesse du 53ème Congrès.

Enfin, considérant, d'une part que l'orientation jeunesse touche tous les secteurs, mais que d'autre part les plus préhensibles à l'ensemble des jeunes sont actuellement sports, loisirs, culture, affaires militaires, la V.P. Jeunesse pourrait regrouper sports, culture, loisirs, affaires militaires.

Ainsi se révèlent d'une façon plus nette les 2 grands axes de notre politique

-l'axe universitaire

- l'axe jeunesse

Nous n'appelons pas d'objectif politique les questions d'information, de formation. Ce sont là des domaines techniques conditionnés par les orientations prises dans les différents secteurs qu'ils doivent servir.

Nous ne traiterons donc pas de ces chapitres, esquissés au cours de chaque point de notre engagement»

Il nous reste maintenant un dernier grand chapitre.

IV - LE 4ème OBJECTIF : POLITIQUE INTERNATIONALE

A - THEMES

Actuellement la politique internationale de l'U.N.E.F. s'inscrit dans le contexte d'une activité diplomatique où la pratique universitaire de base joue un rôle très minime et a des activités d'échanges encore limitées.

Nous sommes d'accord pour que le niveau de conscience de la masse des étudiants constitue le critère déterminant de l'engagement du mouvement et que le rôle du syndicat soit de susciter cette prise de conscience.

Mais de toute évidence, dans la situation actuelle il est bien certain que la politique internationale demeure une politique d'appareil même si l'analyse et l'action envisagées au cours du dialogue entre les unions nationales abordent en priorité.

- la situation universitaire
- la place de l'étudiant dans la nation
- et qui plus est : l'incidence des problèmes internationaux sur la politique intérieure de la France.

B - PRATIQUE INTERNATIONALE

Certes notre pratique syndicale doit revaloriser le sens des décisions de l'U.N.E.F. dans un certain nombre de secteurs et il ne fait pas de doute que notre démarche dans le domaine universitaire contribuera, dans ce cas, à déterminer l'engagement international. Mais, en ce qui concerne les autres niveaux d'intervention : colonialisme, néo-colonialisme, impérialisme, désarmement... Doit-on attendre les résultats d'une pratique de base ?

Revenons en arrière avec le problème algérien.

Ce fut à la fois un choix idéologique et politique de la part de l'appareil. En ce qui concerne le milieu, pour sa grande masse, ce fut un choix politique vécu à partir de différents stress (mort d'un parent ou d'un ami, résiliation possible des sursis, départ d'un soutien de famille, lassitude d'un engagement stérile et sans issue, horreur des tortures, etc...).

La masse a vécu aliénée par ce problème, jusqu'à ce que les conditions économiques, sociales, familiales aient déterminé une adhésion à une certaine politique qui est idéologiquement vécue, avait prévu cette maturation de la masse, mais n'avait en pratique rien su faire pour la conduire vers un choix plus global qui puisse engager une réévaluation de la politique française. Ce fut un marché de dupe exploité par la pratique mystificatrice du gaullisme semblable à la mystification O.A.S. dont furent victimes les pieds noirs.

Que ce soit en Afrique ou en Amérique du Sud on voit, sous l'impulsion d'une idéologie politique, se développer une conscience de masse qui précipite un fait politique, dont le cours est détourné par les forces traditionnelles. Le rapport de force joue à ce moment entre appareils ou entre appareils et pouvoir.

Une conscience de masse qui est seulement une révolte et qui n'est pas suffisamment encadrée n'a aucune efficacité sur le plan intérieur.

Cela signifie que notre action vis-à-vis des autres U.N. dans le cadre des pays nouvellement émancipés ou en voie de décolonisation, ne doit pas avoir seulement pour but les traditionnels voeux de soutien mais davantage un dialogue sur les moyens concrets d'évaluer, de contrer et de vaincre les aventures désastreuses et souvent criminelles dictées par l'idéologie capitaliste.

Pour l'instant notre démarche ouverte vis-à-vis du milieu se penche déjà sur beaucoup de problèmes pour qu'on puisse dans un avenir immédiat évaluer l'engagement international en terme de pratique syndicale de base.

Les problèmes internationaux, par les données mêmes de notre potentiel se posent en terme de pratique syndicale d'appareil, ce qui d'ailleurs n'exclue nullement et bien au contraire le travail de base à faire dans nos amphis et qui se fera parallèlement.

Mais l'histoire contemporaine court trop vite pour que nous prenions le temps d'attendre une prise de conscience de l'ensemble du milieu.

Les faits prouvent d'ailleurs que l'appareil syndical a toujours été en avance sur le milieu dans différents domaines et cela ne lui a jamais porté préjudice.

On doit remarquer même que les engagements de l'appareil sur le secteur international pourraient avoir des répercussions heureuses au niveau intérieur.

Lorsqu'on évoque par exemple la communauté européenne on pense tout de suite aux problèmes universitaires et aux débouchés professionnels (équivalence de diplômes). Or il est un domaine où l'U.N.E.F. pourrait en tant qu'appareil jouer un rôle important comme elle a su le jouer sur le plan français entre les différents syndicats pour réaliser l'unité d'octobre 1960.

- Pourquoi sur le plan européen n'essayerions-nous pas de promouvoir, face au cartel des monopoles, ce cartel des syndicats dont l'idée est déjà ancienne mais qui n'arrive pas à percer :

Notre démarche dans le domaine universitaire, tant au niveau des réformes de contenu qu'au niveau de la pratique universitaire de base, exposée dans les assises internationales, a déjà valorisé l'efficacité de ces rencontres.

Il faut la même ouverture dans d'autres domaines.

CONCLUSION

C'est tout à la fois parce que nous aurons un appareil conscient, compétent et structuré, un milieu sensibilisé capable de proposer et d'agir que nous pourrons jouer un rôle effectif au niveau international.

Nous retrouvons là encore ce fameux mouvement de balancier ; mais plus encore là peut-être que dans d'autres domaines, la pratique d'appareil joue un rôle prépondérant, et c'est un faux procès que de poser un terme de démocratie un problème qui s'inscrit en terme d'avant-garde nécessaire.

Nous voici arrivés au terme de ces réflexions aboutissant à poser 4 grandes lignes de politique générale s'interférant autour de 2 axes :

l'axe universitaire
l'axe jeunesse

*

* *

Notre propos fut de dégager les options du mouvement que l'A.G. de Bordeaux entend suivre ainsi que les propositions que notre expérience passée et notre niveau de réflexion nous permettent de définir.

Ce document n'a pas pour ambition d'ériger en dogme et postulat les conclusions d'une expérience vécue, mais de faire le point afin que ceux qui abordent actuellement ces problèmes les approfondissent pour faire avancer un mouvement dans les destinées duquel nous croyons avec la ferveur lucide d'un militant responsable.

M. BELIN